

ARRETE ROYAL DU 28 NOVEMBRE 1969 PRIS EN EXECUTION DE LA LOI DU 27 JUIN 1969 REVISANT L'ARRETE-LOI DU 28 DECEMBRE 1944 CONCERNANT LA SECURITE SOCIALE DES TRAVAILLEURS. (M.B. 05.12.1969)

Extrait

CHAPITRE I^{er} - CHAMP D'APPLICATION

Section 3. - Exclusions.

...

[Art. 17^{quater}. *Inseré par A.R. du 31 janvier 1991, art. 1, 034 (M.B. 05.03.1991) (vig. 1^{er} janvier 1991) -*

[§ 1.] [Sont soustraits à l'application de la loi, les pompiers volontaires et les ambulanciers volontaires pour autant que la rémunération qu'ils reçoivent pour leurs activités comme pompiers volontaires et/ou comme ambulanciers volontaires ne dépasse pas le montant de ([1602,5] EUR) par trimestre, ainsi que l'organisation du chef de l'occupation de ces personnes. Sont également soustraits à l'application de la loi, les agents volontaires de la protection civile et le SPF Intérieur du chef de l'occupation de ces personnes pour autant que la rémunération qu'ils reçoivent pour leurs activités ne dépasse pas le montant de ([1602,5] EUR) par trimestre.]

ainsi modifiés par A.R. du 17 décembre 2017, art. 1^{er}, 1^o (vig. 1^{er} janvier 2018) (M.B. 28.12.2017) et par la loi du 16 décembre 2022, art. 2, 1^o (vig. 1^{er} janvier 2023) (M.B. 27.12.2022)

[§ 2.]² Le montant de **[1602,5] EUR**^{1 3} est lié aux fluctuations de l'indice conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. A cette fin, ledit montant est rattaché **[à l'indice-pivot 118,36 (base 2013 = 100)]**^{1 3}.

ainsi modifiés par A.R. 11 décembre 2001, art. 2. (vig. 1^{er} janvier 2002) (M.B. 22.12.2001)¹, par A.R. du 17 décembre 2017, art. 1^{er}, 2^o (vig. 1^{er} janvier 2018) (M.B. 28.12.2017)² et par la loi du 16 décembre 2022, art. 2, 1^o et 2^o (vig. 1^{er} janvier 2023) (M.B. 27.12.2022)³

[§ 3. A.R. du 17 décembre 2017, art. 1^{er}, 3^o (vig. 1^{er} janvier 2018) (M.B. 28.12.2017) - Pour l'application du présent article, on entend par :

- 1^o pompiers volontaires : les pompiers visés à l'article 103, alinéa 1^{er}, 2^o et alinéa 2 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ;
- 2^o ambulanciers volontaires : les ambulanciers volontaires tels que visés à l'article 103, alinéa 1^{er}, 4^o et 2^{ème} alinéa de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ainsi que les secouristes-ambulanciers volontaires en possession du brevet visé à l'article 12 de l'arrêté royal du 13 février 1998 relatif aux centres de formation et de perfectionnement des secouristes-ambulanciers ;
- 3^o l'organisation : la zone de secours ou les services d'ambulance agréés en vertu de l'article 3^{bis} de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente ;
- 4^o agents volontaires de la protection civile : les membres du personnel de la protection civile visés à l'article 19 de l'arrêté royal du 11 mars 1954 portant statut du corps de protection civile.]

[§ 4. A.R. du 17 décembre 2017, art. 1^{er}, 4^o (vig. 1^{er} janvier 2018) (M.B. 28.12.2017) - Les prestations exceptionnelles visées dans la colonne 1 et le point 6 de l'annexe de l'arrêté royal du 10 juin 2014 déterminant les missions et les tâches de sécurité civile exécutées par les zones de secours et par les unités opérationnelles de la protection civile et modifiant l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention, effectuées par les pompiers volontaires ainsi que les prestations exceptionnelles visées dans la colonne 2 et les points 5 et 6 de l'annexe de l'arrêté royal du 10 juin 2014 effectuées par les agents volontaires de la protection civile, et les prestations d'aide médicale urgente au sens de l'article 1^{er} de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente effectuées par les ambulanciers volontaires ou les pompiers volontaires ou les agents volontaires de la protection civile ne sont pas prises en compte pour le calcul du plafond précité. Pour ces prestations, les pompiers volontaires, les agents volontaires de la protection civile et les ambulanciers volontaires sont toujours



soustraits à l'application de la loi ainsi que l'organisation ou le SPF Intérieur du chef de l'occupation de ces personnes.]

[Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les gardes en caserne ou à un poste 112 sont considérées comme des prestations exceptionnelles.]

ainsi complété par loi du 16 décembre 2022, art. 2, 3° (vig. 1^{er} janvier 2023) (M.B. 27.12.2022)

